

L'HEBDOMADAIRE

N° 005-2310312026

ONLY Monday

BANQUES EN AFRIQUE
CENTRALE : LA SEMAINE OÙ LA
CEMAC A CONFIRMÉ SA LIGNE
DE DÉFENSE

MARCHÉS FINANCIERS
AFRICAINS : LA PRESSION
HISTORIQUE QUI POUSSE
LES ÉTATS À TESTER LES
LIMITES DU MARCHÉ

NSIA HOLDING FINANCIÈRE :
LE PARI D'UNE NOUVELLE
ARCHITECTURE POUR BÂTIR
UN CHAMPION FINANCIER
AFRICAIN



GEORGE ELOMBI

LE STRATÈGE CAMEROUNAIS DE LA SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE
AFRICAIN

INSPIREZ !



CAMEROON CEO - IVOIRE CEO - TERANGA CEO

Trois plateformes. Trois économies clés.
Nous croyons en ceux qui ont choisi de
bâtir l'avenir !

Edito

L'AFRIQUE À L'ÉPREUVE DE SA PROPRE PUISSANCE

Entre tensions sur le financement, recomposition des acteurs financiers et affirmation de nouvelles ambitions de leadership, l'Afrique francophone entre dans une séquence décisive. Ce numéro de Only Monday analyse les dynamiques qui révèlent, au-delà de l'actualité, un enjeu central : construire une puissance économique plus solide, plus souveraine et mieux organisée.

L'Afrique financière entre dans un moment de vérité. Les États lèvent davantage, les banques centrales resserrent leurs lignes de défense, les groupes privés se réorganisent pour gagner en taille, et de nouveaux dirigeants émergent pour porter une ambition plus souveraine. Derrière ces mouvements, une même question s'impose : comment bâtir des institutions assez solides pour financer le continent sans fragiliser son avenir ?

Ce temps n'est plus celui des promesses faciles.

C'est celui de la méthode, de la discipline et des choix structurants.

Le temps des marchés qui doivent grandir sans se saturer.

Le temps des banques qui doivent résister sans cesser de financer.

Le temps des champions africains qui doivent s'organiser pour peser davantage. Au fond, la vraie bataille n'est pas seulement celle du financement.

C'est celle de la souveraineté économique. Et cette souveraineté ne se proclame pas : elle se construit.

Mérimé Wilson Ngoudjou



SOMMAIRE

04 Banques en Afrique centrale : la semaine où la CEMAC a confirmé sa ligne de défense

07 NSIA Holding Financière : le pari d'une nouvelle architecture pour bâtir un champion financier africain

09 Marchés financiers africains : la pression historique qui pousse les États à tester les limites du marché

12 George Elombi, le juriste camerounais qui prend la tête d'Afreximbank

Service commercial

E-mail: info@onlybenki.com
Téléphone: +237 695 869 141

Banques en Afrique centrale : la semaine où la CEMAC a confirmé sa ligne de défense

BANQUE



Entre discipline monétaire, dépendance au FMI et volonté de souveraineté, la réunion de Paris du 17 mars 2026 éclaire les tensions profondes qui traversent aujourd'hui le système bancaire d'Afrique centrale.

La semaine du 16 au 22 mars 2026 aura été, pour le secteur bancaire en Afrique francophone, dominée par un signal venu de Paris mais dont les répercussions concernent directement les économies de la CEMAC. Réunis le 17 mars dans la capitale française, les ministres des Finances et de l'Économie, les gouverneurs des banques centrales ainsi que les responsables des institutions communautaires et leurs partenaires français ont réaffirmé une même priorité : préserver la stabilité macroéconomique, accélérer les réformes et maintenir le cadre monétaire et financier actuel. Derrière la sobriété du communiqué, une réalité plus lourde apparaît : le système bancaire d'Afrique centrale reste engagé dans une bataille décisive pour sa solidité, sa crédibilité et, à terme, sa souveraineté.

Cette séquence est importante parce qu'elle dépasse le seul registre diplomatique. Elle confirme que, dans la zone CEMAC, la banque ne peut plus être pensée uniquement comme un secteur d'intermédiation classique. Elle est désormais au cœur d'un triptyque sensible : stabilité des réserves de change, soutenabilité budgétaire des États et continuité des programmes avec le Fonds monétaire international. À Paris, les États membres ont ainsi réaffirmé leur volonté de mener à bien la revue des politiques communes avec le FMI, revue qui conditionne aujourd'hui la poursuite de plusieurs programmes nationaux et l'éventuelle conclusion de nouveaux accords.

Le fond du sujet est là : la stabilité bancaire régionale dépend encore fortement de la stabilité extérieure. Selon les éléments relayés autour de cette séquence,

les réserves extérieures de la CEMAC pourraient s'éroder nettement à moyen terme si les appuis du FMI venaient à se réduire. Les projections évoquées font état d'une couverture des importations qui pourrait passer de 2,3 mois en 2025 à 1,9 mois en 2026, puis glisser autour de 1,2 mois à l'horizon 2029. Plus marquant encore, les financements du FMI représenteraient près de 40 % du stock total des réserves de change de la zone. Autrement dit, la robustesse monétaire affichée par la région reste en partie adossée à une assistance extérieure.

Pour les banques commerciales, ce contexte est loin d'être abstrait. Lorsque les réserves de change deviennent un sujet central, c'est toute la mécanique financière régionale qui se tend : accès aux devises, financement du commerce extérieur, confiance des investisseurs, coût du refinancement, exposition des États et perception du risque souverain. Dans un tel environnement, les banques doivent absorber un double choc. D'un côté, elles sont appelées à financer davantage les économies locales. De l'autre, elles évoluent dans un cadre prudentiel et monétaire qui se durcit précisément pour préserver l'équilibre global.

Ce durcissement s'est déjà matérialisé dans les décisions récentes de la BEAC. Le 15 décembre 2025, le Comité de politique monétaire a relevé le taux d'intérêt des appels d'offres de 4,50 % à 4,75 % et le taux de la facilité de prêt marginal de 6,00 % à 6,25 %, tout en maintenant le taux de la facilité de dépôt à 0 % ainsi que les coefficients des réserves obligatoires à 7 % sur les exigibilités à vue et 4,5 % sur les exigibilités à terme. Ce choix traduit une orientation claire : défendre l'ancrage monétaire et contenir les vulnérabilités, même au prix d'un refinancement plus coûteux pour le secteur bancaire.

À cela s'ajoute un autre chantier majeur : la consolidation du secteur. En décembre 2025, la COBAC a adopté un règlement relevant le capital social minimum des banques de 10 à 25 milliards de FCFA, avec une montée en charge progressive pour les établissements déjà agréés. Les banques existantes disposent d'une période transitoire et doivent, à défaut de conformité immédiate, présenter un plan de recapitalisation au plus tard le 30 juin 2026.

Cette réforme vise à renforcer la résilience du système bancaire régional, améliorer la gouvernance et rapprocher la sous-région de standards prudentiels plus exigeants. Mais elle ouvre aussi une nouvelle phase de concentration bancaire.

C'est là que se situe l'enjeu éditorial : la CEMAC cherche un système plus solide, mais cette solidité a un coût. Des exigences de capital plus élevées, des conditions monétaires plus strictes et une surveillance accrue favorisent les groupes les plus robustes et fragilisent les acteurs moins capitalisés. La région peut y gagner en stabilité, mais risque d'accélérer les fusions, rapprochements ou la marginalisation de certaines banques intermédiaires.

Parallèlement, la BEAC tente de rendre sa stratégie régionale plus offensive. Le partenariat signé avec la Banque nationale du Rwanda, après celui avec la Banque centrale du Congo, s'inscrit dans cette dynamique. L'objectif est de fluidifier les paiements transfrontaliers, réduire le recours aux devises tierces et diminuer les coûts de transaction. En filigrane, il s'agit de bâtir une architecture financière moins dépendante de l'extérieur et plus favorable au financement endogène.

La banque en Afrique centrale est donc à un carrefour. La ligne défendue à Paris repose sur la continuité : coopération avec le FMI, maintien du cadre monétaire, sécurisation des réserves et poursuite des réformes. Mais cette approche ne résout pas la contradiction de fond : rechercher davantage de souveraineté tout en dépendant encore de partenaires extérieurs, renforcer les banques au prix d'une concentration accrue, financer la transformation économique dans un contexte de crédit plus coûteux.

Au fond, la réunion de Paris n'a pas seulement confirmé un statu quo. Elle a révélé une réalité stratégique : en 2026, la question bancaire en Afrique centrale n'est plus seulement celle de la stabilité, mais du modèle. Comment bâtir des banques suffisamment capitalisées, capables de financer les économies locales, soutenir l'intégration régionale et résister aux chocs, sans dépendre durablement d'un appui institutionnel ? C'est autour de cette équation que se jouera l'avenir bancaire de la CEMAC.

NSIA Holding Financière : le pari d'une nouvelle architecture pour bâtir un champion financier africain

ASSURANCE



En créant une holding dédiée à ses métiers bancaires et financiers, le groupe NSIA ouvre une nouvelle phase de sa transformation.

Au-delà d'un simple ajustement organisationnel, cette restructuration révèle l'ambition d'un acteur panafricain qui veut mieux piloter sa croissance, renforcer ses synergies et peser davantage dans le financement des économies africaines.

La semaine du 16 au 22 mars 2026 a été marquée, dans le secteur de l'assurance en Afrique francophone, par une annonce qui dépasse largement le seul champ assurantiel : la création de NSIA Holding Financière par le groupe NSIA. Présentée comme une nouvelle étape d'une réorganisation stratégique engagée depuis 2025, cette entité a vocation à centraliser et piloter les activités bancaires et financières du groupe en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

À première vue, l'opération peut sembler technique. En réalité, elle dit beaucoup de l'évolution du modèle économique des grands groupes financiers africains. Fondé sur un double ancrage dans l'assurance et la banque, NSIA entre ici dans une logique de spécialisation plus poussée, avec une gouvernance pensée par pôles de métiers. Le groupe a en effet finalisé en 2025 une restructuration qui repose désormais sur deux sous-holdings spécialisées, NSIA Holding Assurances et NSIA Holding Financière, destinées à mieux encadrer ses différentes lignes d'activité.

Ce mouvement n'a rien d'anodin. Il traduit d'abord un constat : à mesure que les groupes panafricains grandissent, la gestion intégrée mais trop centralisée atteint ses limites. Entre exigences réglementaires accrues,

intensification de la concurrence, sophistication des produits financiers et expansion géographique, la complexité opérationnelle impose une nouvelle discipline de gouvernance. Le groupe NSIA le reconnaît lui-même en expliquant que cette nouvelle structure doit servir de plaque tournante pour sa division bancaire, dans un environnement devenu plus exigeant et plus concurrentiel.

Au cœur de cette nouvelle organisation, NSIA Holding Financière est appelée à superviser les filiales bancaires du groupe en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo, au Sénégal et en Guinée. Elle chapeaute également NSIA Capital, société de gestion et d'intermédiation, ainsi que NSIA Asset Management, la branche dédiée à la gestion d'actifs. Cette architecture montre bien que le groupe ne veut plus penser la banque comme une activité isolée, mais comme un écosystème articulant crédit, intermédiation de marché, gestion d'actifs et financement de long terme.

Le choix de Léonce Yacé, actuel directeur général de NSIA Banque Côte d'Ivoire, pour diriger cette nouvelle holding, s'inscrit dans la même logique. Sa mission, selon les éléments communiqués, sera de coordonner la stratégie du pôle bancaire, d'en améliorer la performance opérationnelle et d'accompagner l'expansion régionale du groupe. Autrement dit, NSIA ne crée pas seulement une structure administrative ; il met en place un véritable centre de commandement pour son pôle financier.

Mais l'intérêt du sujet, pour le secteur de l'assurance, se situe ailleurs encore. Cette création confirme que les frontières entre assurance, banque et gestion d'actifs deviennent de plus en plus poreuses en Afrique. Dans un entretien accordé en février 2026, Jean Kacou Diagou rappelait que l'ambition historique de NSIA était justement d'offrir des services financiers intégrés, en s'appuyant sur les synergies naturelles entre banque et assurance. Il soulignait que la restructuration finalisée en 2025 devait permettre au groupe de consolider et d'amplifier ce positionnement.

C'est là que la création de NSIA Holding Financière prend tout son sens. Dans un continent où la pénétration de l'assurance reste faible et où l'inclusion financière demeure incomplète,

la bancassurance apparaît comme l'un des leviers les plus crédibles pour élargir l'accès aux services financiers.

Jean Kacou Diagou rappelait d'ailleurs qu'en moyenne, seuls 3 % des Africains sont assurés et que moins de la moitié disposent d'un compte bancaire, microfinance comprise. Pour un groupe comme NSIA, structurer plus finement ses métiers n'est donc pas seulement une question de gouvernance : c'est aussi une manière de mieux déployer un modèle de distribution croisée entre banque, assurance et épargne.

La présence de NSIA Asset Management dans le périmètre de cette nouvelle dynamique renforce cette lecture. En février 2026, la société mettait en avant plus de 230 milliards de FCFA d'actifs sous gestion et affichait son ambition d'étendre sa présence, notamment au Mali et au Togo. Son discours insistait sur un point central : la nécessité pour les économies africaines de mieux mobiliser leur épargne interne afin de financer leur propre développement. Dans cette perspective, la holding financière devient un outil stratégique pour connecter davantage les métiers du groupe : assurance pour la collecte de primes, banque pour la distribution et la relation client, gestion d'actifs pour l'allocation plus efficace de l'épargne.



En cela, NSIA s'aligne sur une tendance lourde du secteur : la constitution de champions financiers intégrés, capables de combiner plusieurs métiers pour gagner en taille, en efficacité et en résilience. Ce modèle répond à plusieurs impératifs. D'abord, mutualiser les expertises et rationaliser les fonctions de pilotage. Ensuite, mieux répondre aux attentes des régulateurs, de plus en plus attentifs à la solidité des groupes multisectoriels. Enfin, créer des synergies commerciales dans des marchés où le coût d'acquisition client demeure élevé et où la confiance dans les produits financiers se construit encore.

Il faut aussi lire cette annonce comme un signal de maturité. Longtemps, de nombreux groupes africains ont grandi par juxtaposition de filiales. L'enjeu, désormais, n'est plus seulement d'être présent dans plusieurs pays, mais d'orchestrer cette présence avec cohérence. La spécialisation par métier, évoquée également dans les nominations récentes au sein des filiales assurance du groupe, traduit cette montée en gamme managériale. NSIA cherche visiblement à passer d'une logique d'expansion à une logique d'optimisation stratégique.

Reste une question essentielle : cette nouvelle architecture produira-t-elle plus de valeur pour les marchés ? C'est tout l'enjeu. Car une holding ne vaut pas par son organigramme, mais par sa capacité à accélérer la décision, fluidifier les synergies, améliorer la rentabilité et soutenir l'expansion régionale. Si NSIA Holding Financière réussit ce pari, elle pourrait devenir bien plus qu'un centre de coordination : un levier de transformation pour l'ensemble du groupe, et peut-être un cas d'école pour d'autres acteurs africains de la banque-assurance.

Au fond, la création de NSIA Holding Financière raconte une mutation plus large du paysage financier francophone africain. L'assurance n'est plus un silo. Elle s'insère de plus en plus dans des groupes qui veulent maîtriser l'ensemble de la chaîne financière, de la protection à l'épargne, du crédit à l'investissement. En structurant son pôle bancaire et financier autour d'une holding dédiée, NSIA ne fait pas qu'ajuster sa gouvernance. Il prépare la prochaine étape de sa conquête : celle d'un groupe intégré, mieux armé pour financer les économies africaines et pour capter la croissance future des services financiers sur le continent.



Marchés financiers africains : la pression historique qui pousse les États à tester les limites du marché

MARCHE



Jamais les besoins de financement publics n'avaient atteint un tel niveau. En 2026, la quête de liquidités des États africains, particulièrement en Afrique de l'Ouest francophone, place les marchés financiers sous une tension inédite et relance une question centrale : jusqu'où le marché peut-il porter la dette souveraine sans étouffer le reste de l'économie ?

La semaine du 16 au 22 mars 2026 confirme une tendance lourde : en Afrique francophone, le sujet financier majeur n'est plus seulement l'accès au marché, mais la capacité du marché à absorber des besoins souverains devenus massifs. Dans l'espace UEMOA, les États devront mobiliser près de 15 000 milliards de FCFA sur le marché régional en 2026, un volume présenté comme inédit et directement lié à la fois aux besoins budgétaires courants et au remboursement de dettes arrivant à maturité.

Ce chiffre, à lui seul, raconte un changement d'époque. Le marché régional des titres publics n'est plus un simple outil d'appoint pour les Trésors nationaux ; il devient le pivot central du refinancement des États.

Le problème est que cette montée en puissance intervient dans un environnement moins accommodant : les investisseurs sont plus prudents, les primes de risque remontent et les conditions globales de financement restent marquées par des taux encore élevés et une sélectivité accrue. Financial Afrik résume clairement cette nouvelle donne en soulignant que la question de la soutenabilité, de la profondeur du marché et de la capacité d'absorption des banques et investisseurs institutionnels se pose désormais avec acuité.

Au fond, les États africains ne cherchent plus seulement à financer leurs déficits ; ils doivent aussi refinancer le passé. C'est ce qu'illustre l'autre chiffre marquant de la semaine : selon un article relayant une évaluation de S&P, les États africains devraient lever 155 milliards de dollars sur les marchés commerciaux en 2026, contre 140 milliards en 2025. Même si l'article complet est réservé aux abonnés, son chapeau public met en avant une mécanique désormais structurante : continuer à financer les déficits tout en faisant face aux tombées de dette antérieure.

Dans l'UEMOA, cette pression se lit aussi dans l'activité même du marché. UMOA-Titres a publié le 16 mars 2026 une nouvelle synthèse hebdomadaire du marché secondaire des titres publics et rappelle, à travers ses publications récentes, que le marché vit désormais au rythme d'un suivi quasi continu : synthèses hebdomadaires, reportings mensuels, bulletin statistique T4 2025, calendrier des émissions. Cette densité documentaire traduit une réalité simple : le marché des titres publics est devenu un espace stratégique sous surveillance permanente, parce qu'il concentre une part décisive de l'équilibre budgétaire régional.

Le risque principal est désormais connu : l'effet d'éviction. Quand les États sollicitent massivement les liquidités disponibles, ils mobilisent une part croissante des ressources des banques, des investisseurs institutionnels et des autres acteurs du marché. Cela peut mécaniquement réduire l'espace de financement disponible pour les entreprises privées, renchérir le coût du crédit et freiner l'investissement productif. Cette crainte est explicitement formulée dans l'analyse de Financial Afrik, qui pose la question d'un possible assèchement de la liquidité et d'un marché soumis à des tensions majeures sur les taux.

Ce phénomène est d'autant plus important que les marchés africains restent, dans l'ensemble, encore peu profonds au regard des ambitions de financement public. Certes, des signaux positifs existent. La BRVM continue d'afficher une capitalisation significative, autour de 15 885,7 milliards de FCFA au 17 mars 2026 selon African Markets, ce qui montre que l'écosystème financier régional dispose d'une base réelle. Mais profondeur boursière et capacité d'absorption souveraine ne se confondent pas totalement : un marché peut être dynamique tout en demeurant vulnérable à une trop forte concentration des besoins sur la dette publique.

Cette tension n'empêche pas l'innovation ni la diversification ; elle les rend au contraire plus urgentes. En parallèle de la pression sur les titres souverains, plusieurs places africaines montrent que le continent cherche aussi à élargir ses canaux de financement :

African Markets relève par exemple la clôture de l'IPO de BGFI Holding à la BVMAC avec 45,3 milliards de FCFA levés, tandis que d'autres marchés africains ont enregistré en mars 2026 de nouvelles IPO, des REIT et même des produits plus sophistiqués comme des ETF ou des marchés à terme. Cela signifie que la réponse à la pression souveraine ne peut pas être uniquement de "faire plus de dette publique" ; elle suppose aussi d'élargir les marchés de capitaux pour mieux répartir les sources de financement.

Pour les États, l'équation devient donc délicate. Lever massivement est nécessaire pour éviter les tensions budgétaires immédiates. Mais lever trop, trop souvent, ou à des coûts trop élevés, expose à un cercle de dépendance où le marché sert moins à financer le développement qu'à rouler la dette existante. Dans un tel contexte, la question n'est plus simplement de savoir si les adjudications trouveront preneur, mais à quel prix, avec quelle maturité, et au détriment de quels autres usages du capital disponible.

C'est pourquoi la semaine du 16 au 22 mars 2026 peut être lue comme un moment de vérité pour les marchés financiers africains. L'Afrique francophone entre dans une phase où ses marchés doivent faire plus que distribuer du papier souverain : ils doivent démontrer qu'ils peuvent soutenir les États sans se laisser saturer, préserver l'appétit des investisseurs sans emballement sur les taux, et continuer à financer le secteur privé. En somme, le défi n'est pas seulement de trouver de l'argent. Le vrai défi est de bâtir des marchés assez robustes pour absorber la dette publique tout en restant des moteurs de transformation économique.

Au fond, la pression historique qui s'exerce aujourd'hui sur les marchés n'est pas seulement une mauvaise nouvelle. Elle agit aussi comme un révélateur. Elle montre les limites des architectures actuelles, mais elle souligne en même temps l'urgence de passer à une nouvelle étape : plus de profondeur, plus de diversité d'investisseurs, plus de produits, plus de transparence et plus de discipline budgétaire. Car en 2026, la vraie question pour les États africains n'est pas seulement : comment se financer ? Elle devient : comment se financer sans fragiliser l'avenir du marché lui-même ?



PORTRAIT

GEORGE ELOMBI, LE JURISTE CAMEROUNAIS QUI PREND LA TÊTE D'AFREXIMBANK

Elu en juin 2025 puis investi en octobre 2025 comme quatrième président et président du conseil d'administration d'Afreximbank, George Elombi incarne une figure de continuité stratégique au sein de l'une des institutions financières les plus influentes du continent.

Son élection marque l'aboutissement d'un long parcours interne : le dirigeant camerounais a rejoint la banque en 1996 comme juriste avant d'en gravir méthodiquement les échelons jusqu'au sommet.

Le nouveau patron d'Afreximbank présente un profil singulier dans l'univers de la haute finance africaine. Docteur en droit, spécialisé en arbitrage commercial international, il est titulaire d'un LLM et d'un PhD de l'Université de Londres. Avant de rejoindre la banque multilatérale, il a enseigné à l'Université de Hull, au Royaume-Uni. Cette formation juridique de haut niveau a façonné un dirigeant davantage tourné vers la structuration, la gouvernance et la sécurisation institutionnelle que vers la seule exposition médiatique.

Au sein d'Afreximbank, George Elombi s'est imposé comme un homme de système. Après ses débuts comme Legal Officer en 1996,

il a occupé plusieurs fonctions de premier plan : Senior Legal Officer, Chief Legal Officer, puis responsable exécutif des services juridiques et de la gouvernance. Avant son accession à la présidence, il exerçait comme Executive Vice President, Governance, Legal and Corporate Services, un poste clé dans l'architecture institutionnelle de la banque.

Ce parcours interne lui confère une légitimité rare. George Elombi n'arrive pas à la tête d'Afreximbank comme une personnalité extérieure recrutée pour incarner une rupture, mais comme un connaisseur intime de la maison, de ses mécanismes de décision, de ses exigences prudentielles et de ses ambitions continentales. Sa désignation par les actionnaires s'inscrit d'ailleurs dans une logique assumée de continuité après le mandat transformateur de Benedict Oramah, qui a dirigé l'institution depuis 2015 jusqu'à l'expiration de son mandat en 2025.

Sur le fond, George Elombi hérite d'une banque devenue centrale dans l'écosystème financier africain. Afreximbank se donne pour mission de stimuler l'expansion et la diversification du commerce africain et s'est progressivement imposée comme un levier majeur du financement du commerce, de l'intégration économique et des réponses africaines aux chocs extérieurs.

En prenant les commandes à ce moment précis, le dirigeant camerounais se voit confier une responsabilité qui dépasse largement la gestion d'une institution : il doit consolider un outil stratégique de souveraineté économique continentale.

Son discours d'investiture donne une indication claire sur son cap. George Elombi y promet un impact plus profond de la banque et met en avant la création d'instruments financiers innovants, de plateformes de co-investissement de confiance et d'une réserve de projets africains bancables destinée à orienter davantage de capitaux africains vers les opportunités africaines. Cette vision traduit un positionnement très structuré : renforcer les capacités de financement du continent à partir d'outils conçus par et pour l'Afrique.

Au-delà de ses fonctions, George Elombi projette l'image d'un leadership discret, technique et rigoureux. Son profil tranche avec celui des dirigeants de visibilité. Il appartient plutôt à la catégorie des bâtisseurs institutionnels : ceux dont l'influence se mesure moins à la mise en scène qu'à la capacité de consolider des cadres, de sécuriser les opérations et de faire avancer une vision de long terme. Dans une époque marquée par la volatilité financière, les tensions sur la dette et la quête de nouveaux instruments africains de financement, ce style pourrait devenir un atout majeur.

Pour le Cameroun, sa nomination porte aussi une charge symbolique forte. Elle place un ressortissant d'Afrique centrale à la tête d'une institution panafricaine de premier plan, au moment où les enjeux de commerce intra-africain, de financement du développement et de transformation économique s'intensifient. Pour l'Afrique, elle installe à la tête d'Afreximbank un dirigeant rompu aux équilibres juridiques, institutionnels et stratégiques d'une banque devenue indispensable au projet d'intégration continentale.

Au fond, George Elombi incarne moins une rupture qu'une montée en responsabilité. Son parcours raconte celui d'un professionnel formé dans la durée, au cœur d'une institution qu'il connaît de l'intérieur, et appelé désormais à lui donner une nouvelle portée. À travers lui, Afreximbank fait le choix d'un président de continuité, de méthode et de profondeur : un profil taillé pour une phase où la finance africaine doit être à la fois ambitieuse, disciplinée et stratégiquement souveraine.



Faites de la **PUBLICITÉ** SUR NOS PLATEFORMES



www.cameroonceo.com



www.ivoireceo.com



www.terangaceo.com



www.onlybenki.com

**BOOSTEZ VOTRE MARQUE,
ATTEIGNEZ L'AFRIQUE !**

✉ info@cameroonceo.com | ✉ info@ivoireceo.com | ✉ info@terangaceo.com | ✉ info@onlybenki.com



Tél: +237 695 869 141



MoJiraX

WHERE FOUNDERS CONNECT

MoJiraX.com

COMING SOON